



HAL
open science

Du soupçon à la bonne intelligence ? Un retournement d'alliance autour du processus de patrimonialisation des murailles d'Istanbul

Franck Dorso

► **To cite this version:**

Franck Dorso. Du soupçon à la bonne intelligence ? Un retournement d'alliance autour du processus de patrimonialisation des murailles d'Istanbul. Cahiers Construction Politique et Sociale des Territoires, 2012, 1, pp 19-32. halshs-00704793

HAL Id: halshs-00704793

<https://shs.hal.science/halshs-00704793v1>

Submitted on 6 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES CAHIERS DE COST
Équipe Construction politique et sociale des Territoires
UMR 7324 CITERES

Numéro 1 - Février 2012

*Analyser la patrimonialisation
des espaces urbains*

Du soupçon à la bonne intelligence ?
Un retournement d'alliance autour
du processus de patrimonialisation
des murailles d'Istanbul

Franck DORSO

Photos de l'article :



Du soupçon à la bonne intelligence ? Un retournement d'alliance autour du processus de patrimonialisation des murailles d'Istanbul

Franck DORSO

*Maître de conférence en sociologie, Lab'URBA, Institut
d'Urbanisme de Paris, UPEC Université Paris Est Créteil*

Introduction

La muraille antique de Théodose II qui entoure la vieille ville d'Istanbul connaît un processus de sauvegarde et de patrimonialisation paradoxal depuis l'inscription de la ville sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, en 1985.

Des opérations de dégagement des occupations informelles et des chantiers de rénovation des portions fragiles sont menés depuis vingt cinq ans, mais les usages informels occupent toujours plus ou moins les lieux. Cette situation a alimenté la critique envers la Municipalité, notamment de la part de l'UNESCO ou d'experts Turcs et étrangers, et désigné les occupations sauvages comme l'un des fléaux menaçant le site.

La situation présente dans les faits quelques contradictions qui en font une entrée stimulante pour l'analyse des processus de patrimonialisation. La recherche dont il est question ici portait au départ sur des rapports de pouvoir : comment les usages informels du site parviennent-ils à se maintenir sur place depuis l'inscription patrimoniale de la ville, et malgré les opérations de déguerpissement et de rénovation entreprises depuis lors par la

Municipalité ? Autrement dit, comment, en dépit d'un rapport de force largement défavorable, le faible l'emporte-t-il sur le fort ?

En tentant d'apporter des réponses à cette question, la problématique patrimoniale s'est invitée à plusieurs reprises. N'étant pas au départ un spécialiste du patrimoine, je suis parti de deux idées de base. Comment les SHS abordent-elles la question ? Une première étape, semble-t-il, consiste à « dé-naturaliser » le patrimoine : il n'est ni une essence, ni une nature, et il faut le considérer comme une construction sociale - ce que traduit l'usage des termes de « processus de patrimonialisation ».

La seconde étape serait celle du soupçon : cette construction renvoie à des stratégies (conscientes et inconscientes), à une instrumentalisation (un des thèmes du colloque de février 2010 à Nîmes[®]), à des processus de domination ou à des luttes pour l'émancipation d'individus ou de groupes, à des constructions identitaires, et plus généralement à des processus sociaux dont les enjeux excèdent souvent les objets apparents des patrimonialisations elles-mêmes.

Du soupçon, certes, on peut en avoir, autour du processus de patrimonialisation hésitant de la muraille d'Istanbul. On voit en effet apparaître derrière l'enjeu pour la conservation

ou l'exploitation du site des stratégies d'acteurs, aussi bien que des tensions identitaires à l'échelle plus globale de la ville ou du pays. Mais ce n'est pas tout.

Le maintien des usages informels sur le site révèle une forme d'intelligence implicite de l'aménagement urbain, qui réunit l'ensemble des acteurs concrètement impliqués dans la situation. Ainsi, derrière les alliances de façade (Municipalité - UNESCO – expertise *versus* les usagers de la muraille) s'en constitue une autre, autour d'une convergence implicite d'intérêts à maintenir les usages du site, pour leurs bénéfiques en termes de régulations urbaine et sociale (la Municipalité et les usagers *versus* l'UNESCO et les experts).

On voit ainsi se dessiner une troisième étape ou strate de la problématique patrimoniale : au-delà de ses objets contextualisés, elle apparaît comme un révélateur, une porte d'entrée pertinente pour accéder à l'analyse de nombreux processus sociaux et de leur mise en espace. Il s'agit simultanément d'un processus performatif : une mobilisation patrimoniale, même si elle masque d'autres enjeux plus ou moins conscientisés, va contribuer à construire une situation socio-spatiale, amener des actions, des décisions, des changements. Elle montre à ce stade sa dimension dialectique ou dialogique dans la fabrique de nos espaces, et renvoie à un mouvement simultané de circularité et de réflexivité des processus et des logiques d'action (Melé, 2009).

Cette contribution présente l'analyse de la situation stambouliote, à partir d'enquêtes de terrain réalisées en 2000-2001 et 2005-2008, enrichie des nombreux échanges qui ont animé la journée d'étude et alimentent encore la réflexion, à la veille d'un nouveau séjour sur le terrain, au printemps 2011.

Chantiers

Les travaux sur la muraille terrestre de Théodose II ont démarré au milieu des années 1980 et ont connu plusieurs phases. Les opérations véritablement archéologiques, menées notamment sous la houlette de deux spécialistes reconnus, Metin et Zeynep Ahunbay, ont été limitées (Ahunbay, 1994).

Bien vite, les chantiers ont été qualifiés de rénovation et non plus de restauration, les critiques les plus dures évoquant le pastiche

et la « disneylandisation » pour caractériser la reconstruction de certaines portions. Des scandales ont éclaté dans les années 1990 concernant l'attribution des marchés publics sur la muraille. La faible qualité des travaux engagés, constatée jusque dans les entretiens avec les chefs de chantier sur place, accreditait l'idée d'une attention plutôt distraite de la Municipalité pour l'entretien et même l'exploitation touristique du site.

Figure 1 : carte de situation de la muraille terrestre autour de la vieille ville



Figure 2 : Portion rénovée à Belgradkapi



Les enquêtes réalisées au sein des services de la municipalité ont vite révélé qu'il n'existait pas de projet d'ensemble. Cette absence de projet et les critiques sur l'état et l'occupation des remparts ont amené l'UNESCO à menacer en 2003 de modifier l'inscription patrimoniale de la ville et de placer la muraille sur la liste des chefs d'œuvre en péril. Un tel déclassement a pour conséquence d'ouvrir le champ de l'intervention extérieure, avec des aides financières et des plans d'actions pilotés par des experts internationaux. Dans les faits, il peut être vécu soit comme une opportunité, soit comme une ingérence dans la gestion urbaine. Toutefois, dans le cas d'Istanbul comme dans d'autres situations de ce genre, cette inscription est surtout susceptible d'avoir des implications négatives pour la ville sur le plan si sensible de l'image internationale.

Les services de la Municipalité répliquèrent avec un plan de sauvegarde de la péninsule historique (IBB, 2003) qui, dans les faits, permit d'adoucir les tensions avec l'UNESCO, mais ne porta pas l'ambition au-delà d'un vaste plan de zonage, aux effets peu visibles dans l'immédiat, en tout cas pour la muraille.

Les relations entre l'UNESCO et la Municipalité centrale, IBB (*Istanbul Büyükşehir Belediyesi*), continuent de suivre ce fil mouvant. L'UNESCO recrute parfois ses inspecteurs localement, ce qui peut pacifier les choses, mais même dans ce cas ces inspecteurs n'ont pas une connaissance précise des modes d'occupation de la muraille et s'en tiennent le plus souvent à une analyse archéologique ou paysagère - sans considérer la muraille comme un espace « habité », à tous les sens du terme.

D'un autre côté, la Municipalité semble avoir moins peur d'un déclassement : à partir de 2007 et 2008, les opérations liées à « Istanbul capitale culturelle 2010 » permettaient à IBB de considérer avec plus de légèreté ces menaces, qui du reste dans un tel contexte événementiel pouvaient sembler de plus en plus hypothétiques. Enfin, si la Municipalité cherche toujours les symboles ou l'image qui pourraient la résumer sur le plan du *marketing* international, elle raisonne peut-être plus volontiers sur le plan des grands projets emblématiques et contemporains (Pérouse, 2007) : troisième pont sur le Bosphore, complexe architectural sur le site de la gare asiatique d'Haydarpasha, régénération urbaine (*kentsel dönüşüm*) des arrondissements centraux ou encore restructuration du front d'eau dans le quartier populaire de Karaköy pour l'accueil des paquebots de croisière.

On peut s'interroger sur ce caractère erratique du processus de sauvegarde de la muraille terrestre d'Istanbul. Les enquêtes menées sur le terrain et auprès des institutions révèlent une stratification des logiques d'acteurs, et permettent d'apercevoir les articulations entre le problème de la patrimonialisation et d'autres problèmes urbains et sociaux, à l'échelle de la métropole.

Déviations

La muraille, qui s'en soucie vraiment ? Plusieurs acteurs en parlent, le centre du pouvoir demeurant la municipalité du grand Istanbul. En commençant par enquêter à ce niveau, on découvre une fragmentation des intérêts, des négociations et des confrontations. Pour cette partie je m'appuierai notamment sur les analyses d'entretiens, alors que les points suivants feront plus appel aux matériaux recueillis par l'observation participante et les entretiens in situ. D'autres méthodologies ont également été employées : cartographie, relevés, questionnaires classiques et à base de photographies, outils spécifiques.

La diffraction des intérêts touche les institutions en interne, et le meilleur exemple est IBB. « Dans la Municipalité, il y a des structures qui sont concurrentes. Tel département, à la tête duquel se trouve telle personne, est en concurrence avec d'autres départements qui ont les mêmes responsabilités dans les mêmes domaines à la tête duquel se trouve une autre personne avec évidemment son entourage je veux dire ces groupes entre eux sont ouvertement en concurrence » (membre de l'association de Mobilisation pour la sauvegarde des murailles).

Dès 2001, nous avons rencontré successivement les responsables des deux services théoriquement en charge des projets pour la muraille, la Direction des travaux et la Direction de la protection de l'environnement historique. Au gré des tensions politiques et des conflits de personnes, la responsable de la Direction de la protection de l'environnement historique avouait sa mise au placard et le rôle à peu près nul que jouait en réalité son service dans le dossier des murailles.

Ces conflits renvoient à des intérêts et des bénéfices éloignés de ce qui leur sert de support (le dossier murailles) : quêtes de positions personnelles au sein des institutions, bénéfices financiers liés à l'attribution des marchés à telle

ou telle entreprise, et une multitude de conflits de pouvoir immédiat autour des positions de force dans un appareil administratif très centralisé comme IBB. Des clans se forment autour des chefs de services, et motivent des actions et des blocages qui peuvent s'objectiver sur tel ou tel dossier sans qu'il y ait toujours une réflexion sur les conséquences pour le dossier lui-même.

Une bonne illustration de ces jeux d'acteurs peut être vue dans les relations entre IBB et les municipalités d'arrondissement, et entre ces municipalités elles-mêmes : « celles de Zeytinburnu et de Fatih prennent de plus en plus d'importance. Elles sont dans des rivalités dans le « faire » - quelque chose de visible - et le « plaire » - aux politiques, aux ministres, au premier ministre, il y a des liens directs. Donc, pour ce qui est des murailles, chacun prend son segment et se le valorise » (membre de la Mobilisation pour le sauvegarde des murailles et responsable de l'OUI).

Ces multiples concurrences produisent un flou ambiant qui rend peu visible les circuits de décision sur tel ou tel projet précis. Pourtant, le pouvoir reste clairement identifié, et ses canaux, pour complexes qu'ils soient, sont actifs et connus. Le maire et un petit nombre d'élus politiques concentrent les vrais pouvoirs de décision. Ils sont entourés d'assistants qui n'ont pas pour fonction de filtrer l'accès au pouvoir, mais d'agir en amont.

La diffraction s'est agrandie encore en 2005 avec la création d'IMP (Centre de la planification métropolitaine et des projets urbains - Metropolitan Planlama ve kentsel tasarim merkezi). Cette importante structure qui ne repose sur aucune déclaration légale, a été créée par IBB pour proposer des projets dans le domaine de la régénération urbaine et pour la sauvegarde de la péninsule historique (la section Müzekent, littéralement : ville-musée).

Les mêmes mécanismes sont observables à IMP : centralisation du pouvoir autour de deux ou trois personnes, et affectation des principales études et projets à une société mixte, Bimtas (là encore, le statut est entouré de mystère), dans des liens de dépendance d'intérêts avérés avec les responsables d'IMP. « On devrait poser cette même question depuis le début : pourquoi Bimtas a gagné le concours ? Qui sont les consultants ? Pourquoi Eruzun est le dirigeant ? L'IBB est dirigé par un seul homme. Il serait intéressant [] de comprendre pourquoi le pouvoir de décision planificatrice est détenu par une seule personne,

et l'a délégué à une seule personne, et aussi qui sont ces deux personnages. [] Qui a choisi les consultants ? Pourquoi ils ne publient pas de rapport public hebdomadaire ou mensuel montrant l'avancement, ce qu'ils prévoient pour la muraille ? Est-ce que ce sera suffisant ? Est-ce qu'ils s'occupent des gens ? Ils ne publient pas, ils n'annoncent pas [] Pour rechercher sur la muraille, il faut déjà casser ce mur » (membre d'IMP).

La section Müzekent d'IMP a pris, en apparence, une certaine importance sur la question des murailles, puisque la mairie est censée s'appuyer sur ses recommandations pour élaborer les projets. Cependant, le rôle effectif de Müzekent semble assez mince : « il y a beaucoup de staffs politiques, qui ne connaissent rien à la préservation, mais bon, on leur donne nos avis. Mais la plupart du temps ils n'en tiennent pas compte » (membre de Müzekent, à IMP).

Citons encore une autre membre d'IMP qui appuie sur la centralisation des décisions et le caractère illusoire des études et des concertations concernant la péninsule historique : « nous faisons des études sociologiques, allons vers les habitants pour leur demander leurs désirs, leurs plaintes. Mais l'IBB a déjà décidé et dessiné ce qu'ils entendent projeter donc l'avis de la population sera lettre morte. C'est une sorte de jeu politique. Ils ont déjà dessiné les façades des immeubles ottomans qu'ils veulent construire dans la vieille ville... » (membre d'IMP).

Dans les faits, IMP fut aussi constitué pour rassembler les opposants aux projets de la municipalité, et pouvoir mieux les contrôler - de même que la municipalité délègue des agents dans les associations pour les « aider ». C'est particulièrement vrai pour Müzekent, qui associe des experts de divers horizons et qui furent très critiques pour certains, et qui s'opposent également entre eux.

Les institutions municipales doivent en effet composer avec les experts locaux et, depuis 2005, avec l'apparition d'une mobilisation issue des milieux associatifs et universitaires, et baptisée Mobilisation pour la sauvegarde des murailles d'Istanbul. Là encore, les configurations sont plastiques et ont connu de nombreux changements.

Dans un premier temps, la constitution informelle de la Mobilisation avec des acteurs à forte légitimité a débouché sur l'interpellation de la Municipalité. Celle-ci a choisi d'engager un dialogue avec la Mobilisation. Cette seconde étape a été marquée par deux faits : d'une part,

une partie des membres de la Mobilisation ont accepté d'être intégrés à Müzekent dans une démarche dite participative - mais dont peu d'entre eux étaient dupes. Ce ralliement a cependant eu pour effet de créer des discordes entre la principale ONG mobilisée et une partie des universitaires, qui ont critiqué une forme de coopération ou d'entrisme de l'ONG déconnectée des objectifs initiaux.

Dans le même temps, la Mobilisation a monté un projet d'actions de sensibilisation, de documentation et l'organisation d'une exposition à Bruxelles, en collaboration avec la Région de Bruxelles, dans le cadre d'un partenariat qui devait accompagner un jumelage des deux villes. IBB a d'abord donné son accord, puis, une fois le projet d'exposition engagé, a souhaité modifier le projet et le contrôler, via les réseaux d'assistants du maire (remplacer le sujet de la muraille par une exposition sur les derviches tourneurs - *Semâzen*). Les acteurs de la mobilisation, déjà engagés sur des contrats pour l'exposition, et ne souhaitant pas se faire phagocyter, ont refusé ces changements. Au final, IBB n'a pas apporté le financement promis.

La chambre des architectes, quant à elle, s'oppose plus frontalement à la Municipalité, mais sans plus de résultat. Là encore cette opposition se construit parfois au-delà des objets et des enjeux explicites : cette institution est composée de membres de l'élite urbaine stambouliote qui affiche un mépris profond pour les entrepreneurs ruraux « culs-terreux » qui composeraient le personnel politique du parti AKP au pouvoir à la mairie et au gouvernement. La plus modérée association internationale Europa Nostra s'est également intéressée aux murailles dans un numéro de son bulletin paru en 2004 : la publication est ici centrée sur les considérations archéologiques et architecturales liées à la conservation des sites anciens en Europe.

Enfin il faut signaler depuis 2006 environ une inflation de travaux d'étudiants et d'ateliers sur la muraille. Les divers intérêts et travaux autour de la muraille terrestre ces dernières années, dont participe cette recherche, ont rendu peu à peu cet objet plus visible, et suscité un regain d'intérêt, essentiellement dans la communauté scientifique (recherches, projets de fin d'études d'architecte, projets de chercheurs étrangers dont certains semblaient vouloir s'inscrire dans le cadre d'Istanbul 2010).

On voit ainsi apparaître une diffraction entre plusieurs strates d'enjeux autour du site.

Non seulement les niveaux transactionnels se démultiplient bien au delà d'un affrontement binaire entre institutions et usagers, mais les enjeux explicites, autour de la sauvegarde, cohabitent avec des enjeux implicites : gains financiers, conquêtes de position, luttes de pouvoir, luttes symboliques et idéologiques. L'inflation d'intérêt et de projets alternatifs pour la muraille terrestre n'échappe pas à cette complexité : la muraille terrestre peut ainsi devenir le support de transactions liées à des luttes de positions (postes, contrats de recherche) et de pouvoir dans le champ scientifique.

Cette diffraction des enjeux autour de la muraille traduit une grande variété d'intérêts. Certains d'entre eux n'ont finalement qu'un lien lointain avec la muraille. La conséquence majeure reste l'absence de projet global, pour un site qui revêt une valeur très variable selon les situations. Au minimum, il n'est qu'un simple support.

Déprise

De tels processus de déviation et d'utilitarisme s'appliquent à bien des sites, bien des objets ou situations urbaines. Mais le cas de la muraille terrestre, par sa dimension matérielle et symbolique dans l'espace urbain, par le potentiel touristique qu'elle revêt encore dans les discours, continue d'étonner.

En enquêtant plus avant auprès des institutions, on constate une attitude ambiguë de la Municipalité vis-à-vis du site. La mauvaise qualité des chantiers et l'absence de projet global traduisent une forme de déprise que l'on peut situer dans un mouvement diffus de gêne vis-à-vis du bâti monumental non-turc dans la ville.

Dans les années 1970, des politiciens clamaient que la sauvegarde architecturale devait se cantonner prioritairement à l'héritage turc et ottoman¹. Il y eut plusieurs projets de raser la muraille terrestre.

1 En 1923, la fondation de la République Turque repose sur une mise à distance du caractère ottoman, qui représente à la fois une forme de cosmopolitisme dans la société mais aussi le symbole de la chute après la première guerre mondiale. La construction identitaire du nouvel Etat se polarise alors sur la turcité. La réintégration de l'héritage ottoman intervient progressivement à partir des années 1970, pour culminer aujourd'hui avec les positions du parti islamo-conservateur au pouvoir, qui tend à fusionner les identités turque et ottomane.

Tout cela est à mettre en relation avec une écriture de l'histoire de la ville qui renvoie à la question du marquage identitaire et de la légitimité à être sur le sol d'une ville qui fut durant mille ans un centre de la culture grecque et chrétienne. Les sultans entreprirent très tôt de turquifier le sol stambouliote, par les moyens architecturaux et démographiques, et l'on pourrait penser que les siècles y réussirent.

Cependant demeurent ça et là dans l'espace urbain les signes d'une antériorité spatiale à la présence turque, comme la muraille qui, par sa monumentalité et sa reconnaissance internationale, pose manifestement problème. En témoigne le décalage entre la déprise générale du site et son surinvestissement un jour par an, lors des cérémonies de commémoration de la prise de la ville par Mehmet le Conquérant en 1453.

Chaque 29 mai en effet, depuis 1953, célébration illustre le mode de relation particulier de la ville avec ce site. Une reconstitution guerrière est organisée, avec costumes et artifices, défilés militaires, discours politique et une couverture médiatique importante. La tonalité de l'événement s'inscrit dans une symbolique de la prise par la force, de la conquête d'une ville qui semble devoir toujours être à conquérir. En 2010, un musée de la conquête met en scène de façon permanente cet épisode dans le nouveau parc public de la porte de Topkapı.

Problème jamais résolu, la question de l'antériorité spatiale fait l'objet d'un refoulement, qui s'objective dans l'abandon des signes matériels et tangibles de ce problème, comme la muraille. Cette tension identitaire pourrait être résolue en acceptant les racines multiples de l'histoire de la ville. Mais en l'absence de telles solutions, le refoulé resurgit, à travers des conflits avec les minorités ou les migrants, à travers des inquiétudes liées aux politiques d'intégration à la Communauté Européenne, ou encore, comme dans le cas de la muraille, lorsque les signes de cette antériorité s'imposent par leur monumentalité ou l'intérêt que leur portent des institutions internationales ; et qui les remet sur le devant de la scène. La reconstitution de la conquête sur la muraille devient un moment de résolution de ce retour du refoulé ; et de réaffirmation d'une transaction identitaire toujours tendue.

Figure 3 : Scène de commémoration de la prise de la ville

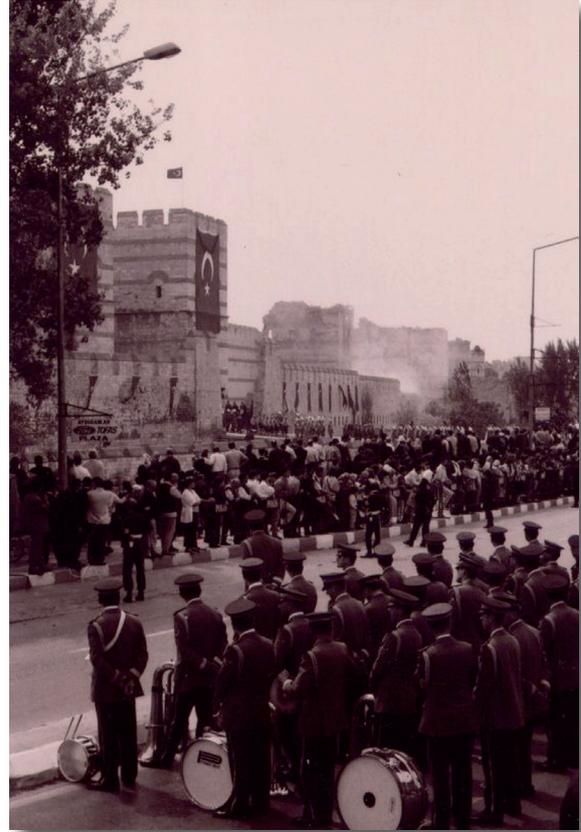


Figure 4 : Communication sur les cérémonies dans le bulletin municipal



Cette tension identitaire traverse la société de façon diffuse. Elle se révèle en particulier dans l'action, qu'il s'agisse de l'action aménageuse sur le site ou de l'écriture au présent de l'histoire de la ville et de ses supports (documents, discours, leurs médiatisations) : « c'est un espace sans doute en changement, ça depuis à mon avis par rapport à avant, c'est, à mon avis c'était toujours un symbole, mais maintenant on sent davantage ce côté symbole tout de même, parce que on a un regard différent par rapport à l'histoire, y'a 20 ans de ça et je crois que le regard historique gagne un peu de terrain, donc le patrimoine ça devient important, on considère que c'est un patrimoine bon est-ce qu'il y a pas d'autres avis là-dessus, c'est possible c'est possible parce que comme je vous ai dit, c'est la première partie de l'histoire de la ville y'a des gens qui négligent cette partie, tout en sachant que c'est important, pour faire dominer un peu la dernière période y'a des gens qui acceptent la synthèse des deux cultures et sans doute Istanbul c'est une synthèse de plusieurs cultures » (professeure à la section de planification urbaine de l'Université d'architecture Mimar Sinan).

L'absence d'un rapport pacifié et intégrateur au passé produit une attitude paradoxale de refoulement et de reprise symbolique par la force. Celle-ci ne permet pas d'établir un projet d'ensemble cohérent pour le site, auquel les élites politiques refusent d'une certaine façon la légitimité d'un héritage assumé et respecté.

Régulations

Un site un peu délaissé, ou en tout cas pas suffisamment noble pour que l'on entreprenne sérieusement les « nettoyages » sans cesse promis, cela explique en partie la persistance des usages informels sur la muraille. Mais il y a autre chose. Les usages jouent un rôle bien particulier dans la vie urbaine : ils agissent comme des régulateurs qui permettent d'amortir les tensions sociales, économiques et urbaines.

L'immersion sur le site permet de révéler d'abord leur grande variété, puis, derrière les pratiques elles-mêmes, un ensemble de mécanismes qui renvoient à plusieurs logiques de la vie urbaine et sociale. On peut les présenter ici à partir d'une catégorisation qui est elle-même encore en mouvement.

Les formes d'habitat clandestin que l'on trouve encore sur la muraille, si elles ont diminué en

vingt-cinq ans, continuent d'absorber, au même titre que d'autres sites, le problème du logement, soit des migrants pauvres qui arrivent dans la métropole, soit des chômeurs ou des personnes en rupture de parcours dans un contexte socio-économique qui reste marqué, pour les classes populaires, pas d'importantes difficultés et une cherté croissante de la vie.

Il en est de même des activités économiques présentes aujourd'hui : commerce informel, maraîchage, pâturage, petit artisanat, trafics. Il reste toujours possible d'exercer une activité rémunératrice, en lieu et place, ou simultanément à une activité déclarée ; mais il faut pouvoir le faire avec discrétion ou dans des lieux identifiés. Les fossés, les niches ou encore les périboles intérieurs entre les deux hauts murs principaux permettent à ces activités de se déployer plus ou moins librement. Le secteur de la Topkapi « respire » ainsi au rythme des déguerpissements et des retours du commerce de rue.

Le cas des maraîchers qui cultivent dans l'ancien fossé comblé permet d'articuler différentes logiques. Le flux de l'exode rural reste fort dans l'agglomération stambouliote. La muraille accueille des migrants du centre de l'Anatolie, qui y trouvent une zone de transit pluridimensionnelle : mobilité géographique, mais aussi professionnelle (passage de l'agriculture rurale à urbaine, puis changements de métiers), et sociale (acculturation urbaine, extension des réseaux d'interconnaissance et de sociabilité). Leur passage sur la muraille fait ainsi office de sas intégrateur.

Ainsi le déploiement de ces usages remplit-il une fonction de régulation sur les plans socio-économique et urbain. A cela s'ajoute d'autres types de régulations, plus étendues mais plus discrètes.

De nombreuses pratiques éphémères, condamnées par la loi ou la morale, prennent place sur la muraille : libations, sexualités, prostitution, marquages, réunions interdites, toxicomanies. Elles côtoient des usages plus doux et plus labiles encore : déambulations, écart, repos, sieste, moments de solitude, préparation de repas. Ces pratiques sont presque unanimement condamnées, c'est-à-dire que le discours des autorités les stigmatise, et que les habitants des quartiers populaires riverains les dénoncent aussi. Il m'est pourtant arrivé plus d'une fois de retrouver les juges sévères de ces transgressions de l'ordre en situation de pratiquer eux-mêmes ces usages, un peu plus tard, un peu plus loin

Là encore, rien n'est vraiment fait pour supprimer ces usages éphémères sur le plan de l'action publique. Ceux-ci remplissent en fait deux rôles au moins.

Dans un contexte de tensions socio-économiques, les micro-transgressions du quotidien représentent un exutoire aux frustrations d'une vie économique difficile, dans des environnements familiaux et sociaux parfois gagnés par les avancées du rigorisme religieux, notamment dans les quartiers les plus populaires.

Les usages plus éphémères et innocents opèrent plutôt au niveau du besoin des individus de disposer de zones de repli, où l'on peut souffler à l'écart du flux quotidien, réfléchir, se poser, et éventuellement renégocier son rapport aux autres et à soi. J'ai défini ailleurs ce double processus par le terme de logiques de l'écart : des sorties de route qui sont comme une respiration obligée du processus de socialisation, qui rendent supportable la pression de l'affiliation normative des individus. Ces moments de différenciation ou de singularisation s'objectivent de différentes façons, notamment dans des pratiques de micro-transgression ou de retrait (Dorso, 2009). On en étudie ici le mode de spatialisation, la façon dont ces logiques prennent corps dans l'espace, dans les relations des individus à l'espace.

Les enquêtes montrent que les individus souhaitent réintégrer le flux quotidien une fois la tension résolue. C'est un point important : il ne convient pas de considérer tous les usages informels comme des ferments de transformation sociale, d'innovation, voire de révolution. Ils peuvent le devenir, bien sûr, selon certaines évolutions, mais en priorité ceux dont nous parlons ici sont bien plutôt des facteurs de conservation : ils permettent de résoudre les tensions de la socialisation quotidienne, et d'un ordre social qu'ils contribuent finalement plus à perpétuer qu'à transformer.

En outre, nécessitant de la discrétion et le ressenti d'un écart à la norme, ils ne peuvent entrer dans des formes de légitimation, et ne donnent pas lieu à des mobilisations pour défendre leurs territoires d'inscription, lorsque ceux-ci sont menacés.

Sans entrer plus avant sur ce sujet particulier, il me semble que ces pratiques éphémères participent d'une respiration permanente du monde urbain et du monde social, et qu'ils en sont, non un épiphénomène, mais une condition essentielle. Or quel sort leur réserve-t-on, dans les politiques de densification, de sécurisation,

de renouvellement urbain, qui tendent à effacer leurs lieux potentiels d'inscription, lieux indécis, friches, interstices ? Et quel sort leur réserver, quand la question de ces régulations informelles devient éthique, morale ou politique : faut-il réguler de façon volontaires et interventionniste au risque de briser ces processus fragiles, mais pour aller vers la défense du faible ? Ou bien les laisser se déployer librement, au risque de voir se reformer par endroits et par moments des mécanismes d'assujettissement et la loi du plus fort (luttés pour l'appropriation spatiale, maffias) ?

Figure 5 : trois usagers réguliers se retrouvent autour d'une bouteille de vin



Figure 6 : maraîchage entre les hauts murs près de Yedikule



Enfin une dernière forme de régulation opère au niveau des représentations. Les discours réprobateurs sur la muraille terrestre et ce qui s'y passe peignent le tableau d'un coupe-gorge dangereux, que les faits contredisent.

Quelques situations sont bien à éviter, mais la réputation du site dépasse la réalité. Des rituels d'interaction sont en place, qui permettent globalement à tout le monde de trouver sa place. C'est du reste l'intérêt même des usagers, de pouvoir pratiquer le site en paix. En fait, les discours des habitants comme des autorités, et même jusqu'à une période récente des guides touristiques, dépeignent une figure du repoussoir, et cette construction discursive remplit elle aussi un rôle.

Elle définit une figure de la « mauvaise ville », en regard de laquelle peut s'ériger la figure de la « bonne ville » : d'un côté, ce que ne doit pas être la ville, de l'autre ce que doit être la ville, la bonne manière d'habiter en ville. Ce discours en creux s'appuie souvent sur la construction de deux figures elles aussi idéales-typiques, celle de l'Anatolien inculte et déprédateur, qui serait entre autres lieux installé sur ou plutôt « dans » la muraille, et celle du Stambouliote cultivé et urbain. Celui-ci connaît sa ville : il en connaît et désigne les vices (ce qu'il y a dans la muraille, et ailleurs) et peut ainsi définir et identifier le bon et le mauvais, et se ranger dans la catégorie la plus valorisée socialement.

Là encore, on découvre une forme de régulation normative. Elle évolue au gré du temps : aujourd'hui les discours les plus élitistes reconnaissent une forme de légitimité à certains usages de la muraille et engagent une sorte de processus de folklorisation, autour de figures aujourd'hui plus rassurantes (le clochard buveur de vin) qui sert à désigner les nouveaux dangers (le sniffeur de colle, l'enfant des rues).

Recompositions

Ces régulations informelles jouent un rôle important dans l'agglomération et la société stambouliote, pour lequel j'emploie la notion de « soupape ». Elles permettent en effet d'amortir des tensions sociales, économique, urbaines, et offrent des résolutions possibles à des tensions et des problèmes pour lesquels il n'existe pas de politique publique constituée.

Dans le contexte particulier d'une métropole en extension comme Istanbul, ces soupapes

paraissent bien utiles à tous les acteurs. Même si cette partie des travaux est toujours en cours, les analyses menées jusqu'ici tendent à montrer que la plupart des acteurs ont une conscience diffuse de ce rôle de soupape, en particulier les institutionnels, qui préfèrent souvent s'exprimer sur ce point en *off*. Car ce rôle ne saurait être admis explicitement.

Il met en effet en œuvre des ressorts qui montrent des arrangements peu glorieux, ou qui s'éloignent par trop des *good practices* imposées par les bailleurs de fond internationaux - par exemple dans les projets de rénovation urbaine ou de sauvegarde patrimoniale. Bien plus, mettre à plat ces mécanismes de l'informel, qui ne sont pas autarciques ou coupés des sphères institutionnelles, présente le risque de les détruire pour les remplacer par quelque chose que les acteurs d'aujourd'hui maîtriseraient moins.

On observe donc une convergence d'intérêts entre des acteurs en apparence opposés : la municipalité et les usagers ayant plus d'intérêt à voir ces régulations et ces soupapes opérer, contre les intérêts des acteurs plus éloignés de ces réalités, comme l'UNESCO ou les experts internationaux. Et dans les faits c'est ce qui se produit : la Municipalité semblant toujours hésiter, entre discours flamboyants et tolérances tacites, pour laisser finalement s'établir sur place un relatif *statu quo*.

Ceci peut conduire à prendre un peu de recul par rapport aux critiques systématiques vis-à-vis des politiques d'aménagement urbain dans les villes des Suds. Lorsque de telles situations d'occupation sauvage sont dénoncées, les acteurs légitimés de l'aménagement urbain sont présentés comme incompetents, ou, à tout le moins, dépourvus de moyens. Ce discours se trouve imprégné chez certains institutionnels stambouliotes, qui pratiquent volontiers une forme d'autocritique misérabiliste. On pourrait au contraire s'arrêter ici à considérer une forme de compréhension des choses et une forme d'action (par la préservation des régulations informelles), qui définiraient une intelligence de l'aménagement des espaces urbains, en laissant se déployer ces zones de respiration. Du soupçon à la bonne intelligence. Pourrait-on s'inspirer ailleurs des processus observés à Istanbul, dans l'aménagement des espaces urbains, et en particulier de sites historiques occupés par de l'informel et pas encore « dégagés » ?

Pour autant, cela ne doit pas conduire à louer IBB. D'abord la part d'intentionnalité de chaque acteur dans ce processus est variable et congrue. Ensuite, les pouvoirs publics, locaux ou nationaux, en présence de telles opportunités de régulations par le bas, n'entreprennent pas de résoudre les problèmes de fond, en laissant se développer ces systèmes parallèles - on retrouve l'aporie politique de la régulation évoquée plus haut. Enfin, quand la Municipalité voit un intérêt supérieur dans le profit économique à retirer du site, elle n'hésite pas, comme c'est le cas aujourd'hui, à céder des portions de la muraille à des promoteurs privés par bail emphytéotique de 49 ans, pour en assurer le relevé archéologique, la rénovation, la sécurisation, l'aménagement et l'exploitation commerciale. L'intérêt pour les soupapes du monde urbain est alors oublié.

Mais globalement, le processus de territorialisation particulier de la muraille terrestre d'Istanbul, qui en fait un lieu de régulation informelle des tensions urbaines et sociales de la métropole, a fonctionné pendant plus de vingt cinq ans, et défini l'étrangeté apparente de son processus de patrimonialisation, qui nous intéresse ici. On peut à l'issue de cette brève visite des remparts théodosiens éclairer ce processus pour tenter de mieux le comprendre et en conclure quelques enseignements.

On est au départ devant le paradoxe d'un discours institutionnel, national comme international, qui dénonce les déprédations du site et sa mauvaise conservation. On découvre que ces usages informels pourraient bien être délogés par la force, mais que leur emprise se maintient. C'est qu'ils remplissent des fonctions régulatrices dans la ville dont les acteurs les plus impliqués ne souhaitent ou ne peuvent pas se passer si facilement - sur un site par ailleurs ambigu sur le plan de l'écriture identitaire de la ville. On observe alors une recomposition des intérêts objectifs des acteurs. L'alliance légitime pour la sauvegarde patrimoniale, entre Municipalité et UNESCO se fissure, et fait place à une alliance tacite entre Municipalité et usagers pour maintenir ces soupapes si utiles du monde urbain. Une négociation explicite porte sur la sauvegarde du site, mais elle masque une négociation implicite sur la pacification et la régulation du processus d'urbanisation de la métropole turque.

On pourrait peut-être franchir un pas de plus, et émettre l'hypothèse que la mise en patrimonialisation du site « protège » d'une

certaine façon ce qui s'y joue en termes de régulations, en substituant à des problèmes de haute intensité (activité économique, logement, normes urbaines, paix sociale) un problème de plus basse intensité, celui de la sauvegarde archéologique du site. Le processus de patrimonialisation, même s'il renvoie à des problèmes urbains moins explosifs, demeure cependant un ingrédient central des politiques urbaines, dans une ville qui a fait de l'industrie touristique une de ses ressources principales. Les cessions de portions de muraille par baux emphytéotiques à des promoteurs privés sont là pour en témoigner, et pourraient préfigurer des changements à venir sur le site.

Conclusion

L'analyse de la situation de la muraille terrestre d'Istanbul par le prisme de la question patrimoniale nous montre les trois strates envisagées au départ, et la façon dont cette mise en question peut être éclairante.

Il s'agit bien d'une construction, et l'on pourrait presque dire que rien n'est donné au départ. Un quasi déni historique, ou, plus subtilement, un refoulement, touche à certains moments et chez certains acteurs - pour peu qu'ils soient en position de diffuser leurs conceptions - les édifices non-turcs de la ville.

Si des projets de démolition de la muraille avaient abouti, la construction patrimoniale du site pourrait se rapprocher de celle, plus livresque et réservée, des grands sites antiques disparus (y aurait-elle gagné en prestige ?).

À l'inverse, des experts institutionnels de la Municipalité font remarquer que la muraille byzantine ne l'est plus vraiment : « les experts, architectes, archéologues turcs ont critiqué [les] premières restaurations, disant que c'était mal fait, que ce n'était pas authentique. Mais en fait les premières restaurations, ce sont les Ottomans qui les ont faites ! Donc ce qu'on voit maintenant, ce sont les murailles restaurées par les Ottomans. On ne voit quasiment plus rien de byzantin maintenant. Donc ces restaurations étaient des restaurations de restaurations ottomanes » (membre de Müzekent, à IMP).

Mais l'explication identitaire ne suffit pas, et il convient d'éloigner la tentation d'une explication culturaliste de la situation.

On évoquait en second lieu le soupçon : la mise en question patrimoniale servirait d'autres

intérêts. Au sein des services de la Municipalité comme chez certains acteurs associatifs mobilisés, le « dossier muraille » peut être en effet le support de luttes de pouvoir ou de position, bien au-delà de l'intérêt porté à sa conservation.

Mais, surtout, ce qui se joue en termes de régulation explique que l'on conserve les compromis actuels d'occupation et qu'on les laisse dans une pénombre relative - illégitimes qu'ils paraissent au regard de la question posée de la sauvegarde du site, comme des bonnes pratiques de l'aménagement urbain.

C'est une variante assez particulière du soupçon, presque positive d'une certaine façon, puisque la manipulation dont il est question ici ne résulte pas d'une manigance du fort, mais d'une ruse plus diffuse et partagée, qui rapproche les usagers et les habitants des institutions municipales - et brouille les alliances de façade entre acteurs légitimes de la sauvegarde.

A ce stade et à l'issue de ce cheminement apparaît la troisième vertu possible d'une problématisation patrimoniale : mettre à jour des processus socio-spatiaux bien au-delà de son point d'attaque, et relier des champs d'explication différents.

Cela n'en fait pas pour autant une simple entrée en matière. Mon prochain travail de terrain à Istanbul portera sur les changements de politique de sauvegarde de la muraille à travers la cession de tranches aux promoteurs, qui montrent déjà tout l'impact de cette action patrimoniale sur plusieurs aspects de la vie sociale et urbaine, et plaide pour son caractère performatif évoqué en introduction. Je peux d'autant plus le reconnaître que la problématisation patrimoniale m'était étrangère au début, et je vois à travers les échanges qui se sont développés depuis et dont le plus récent fut cette journée d'étude tous les enseignements qu'elle peut apporter.

La piste qu'elle ouvrirait aujourd'hui serait, à travers la confrontation entre sauvegarde et usages informels, celle de la possibilité de laisser exister dans les trames urbaines des lieux indécis et autres délaissés, qui facilitent les régulations informelles et les soupapes de la vie urbaine, permettent la respiration des processus de socialisation et leur effectuation dans l'espace.

Au-delà de l'aporie politique de la régulation (faire ou non de ces régulations des politiques publiques constituées, et œuvrer à la défense des plus faibles ou à l'émancipation de la domination), la question est : que faire de ces espaces-temps de pratiques dans la ville lorsqu'ils prennent

place en des sites concernés par un processus de patrimonialisation ? A Istanbul ou ailleurs, faut-il sauver les vieilles pierres ou l'invention sociale ? Peut-on faire les deux, peut-on penser leur articulation, et comment ? Le travail continue pour tenter d'y répondre.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahunbay, Z. (1994) « Conservation work at Istanbul : land walls ». *Lettre de l'Observatoire Urbain d'Istanbul*, n° 7 et 9.
- Dorso, F. (2009) « La part d'ombre, transactions et conflits entre les usages informels et les opérations de rénovation de la muraille de Théodose II à Istanbul ». *ESO*, 55-65.
- IBB, Istanbul Büyükşehir Belediyesi. (2003) Tahiri yarımada 1/5000 ölçekli Koruma Amaçlı Nazım İmar Planı, Analitik Raporu, Planalama ve İmar Daire Başkanlığı [Rapport du plan d'urbanisme et de protection de la péninsule historique au 1/5000^{ème}, Direction de la planification et de l'architecture, Municipalité du Grand Istanbul], Istanbul.
- Melé, P. (2009) « Identifier un régime de territorialité réflexive », in Vanier, M. Territoire, territorialité, territorialisation, controverses et perspectives. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Pérouse, J.-F. (2007) « Istanbul, entre Paris et Dubaï : mise en conformité «internationale», nettoyage et résistances », in Berry-Chikhaoui, I., Deboulet, A. & Roulleau-Berger L. Ville internationales, entre tensions et réactions des habitants. Paris : La découverte.